

# En Egypte, le président Sissi opère un remaniement sécuritaire

Les changements à l'intérieur et à la défense illustrent le souci du chef d'Etat de consolider son pouvoir à l'aube de son deuxième mandat

**L**e nouveau gouvernement égyptien traduit la volonté de consolidation du pouvoir du président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, pour son deuxième mandat. Après la nomination de Mohamed Madbouli à la tête du cabinet le 7 juin, les trente-deux nouveaux ministres ont prêté serment devant le président, jeudi 14 juin. Si la plupart des portefeuilles reviennent à des technocrates chargés de poursuivre le programme de réformes structurelles engagées fin 2016, la surprise est venue du remplacement des portefeuilles « sécuritaires » de l'intérieur et de la défense.

Alors que les Egyptiens étaient accaparés par les derniers préparatifs de la fête de l'Aïd et par le premier match très attendu de l'Egypte au Mondial, vendredi 15 juin, le président Sissi a annoncé la nomination à la défense d'un homme de confiance, le général Mohamed Zaki, qui assure depuis 2012 sa sécurité à la tête de la garde républicaine. Mohamed Zaki est l'homme qui a exécuté l'ordre d'arrestation de l'ancien président islamiste Mohamed Morsi, destitué en 2013 (un an après son élection) par l'armée, alors conduite par M. Sissi. A l'intérieur, c'est le président de la puissante sécurité nationale, Mahmoud Tawfiq, qui prend les rênes, remplaçant Magdi Abdel Ghaffar, peut-être promis à d'autres fonctions.

« C'est un remaniement sécuritaire profond qui n'aura pas seulement une portée dans la gestion des questions de sécurité, mais aussi sur la trajectoire que M. Sissi entend poursuivre, notamment son désir de modifier la Constitution de 2014 pour ôter la limite des deux mandats. Il opère une consolidation de son pouvoir en s'entourant de fidèles », analyse Issandr El-Amrani, directeur Afrique du Nord pour l'ONG International

Crisis Group (ICG). Au cours des derniers mois, le maréchal Sissi a limogé plusieurs hauts gradés de l'armée, à l'instar du chef d'état-major et du directeur des renseignements généraux en octobre 2017, et s'est entouré de fidèles, notamment issus du renseignement militaire, qu'il a dirigé.

## Réviser la Constitution

Ce remaniement coïncide avec des appels renouvelés de députés loyaux au président Sissi, ainsi que de médias officiels, en faveur d'une révision de la Constitution, pouvant ouvrir la voie à une présidence à vie. Les détracteurs d'une telle révision se trouvent jusque dans les rangs de l'armée. « Il y a des rumeurs de résistance de certains officiers qui ne veulent pas que Sissi soit président à vie et estiment que l'armée doit à terme se retirer du pouvoir », poursuit M. Amrani. Selon l'expert de l'ICG, le général Sobhi, qui détenait le portefeuille de la défense depuis plus de quatre ans, était l'un d'eux. « Son départ enlève un obstacle de poids et lance un signal fort aux autres officiers », estime-t-il.

Les deux nouveaux hommes-clés du gouvernement Madbouli auront pour mission de gérer une situation sécuritaire qui reste fragile. L'opération dans la péninsule du Sinaï contre l'insurrection menée par l'organisation Etat islamique se poursuit, au-delà de l'ultimatum de trois mois donné par M. Sissi à ses forces de sécurité à la fin de novembre. A cette menace djihadiste s'ajoute la crainte d'une

## en 2014, voit des tensions affleurer

montée des tensions au sein de la population du fait de nouvelles mesures d'austérité annoncées en juin, conformément au calendrier imposé par le Fonds monétaire international (FMI) en échange d'un prêt de 12 milliards de dollars (10 milliards d'euros) sur trois ans accordé à la fin de 2016.

## Gouvernement de technocrates

C'est au gouvernement sortant qu'est revenue la tâche d'annoncer la dernière vague de coupes dans les subventions publiques. Mardi, le ministre de l'électricité a annoncé de nouvelles hausses de prix de l'électricité, de 26,6 % en moyenne. Début juin, le gouvernement avait annoncé une hausse du prix de l'eau pouvant aller jusqu'à 45 %. Ces annonces font suite à plusieurs réformes, dont des coupes dans les subventions et une dévaluation de la devise locale. Elles ont donné lieu à une hausse de l'inflation annuelle, qui est montée jusqu'à 30 % courant 2017, avant de redescendre autour de 11 %.

Le pays, tenu d'une main de fer depuis l'arrivée au pouvoir en 2014 du président Sissi, des tensions commencent à affleurer : la population exprime une lassitude après les soubresauts révolutionnaires. La hausse du prix des tickets de métro au Caire, en mai, a donné lieu à des manifestations. Ce mouvement, encore limité, a été suivi d'un nouveau tour de vis par les autorités. Au cours des dernières semaines, des militants influents de la révolution de 2011 ont été arrêtés, à l'instar du blogueur Wael Abbas ou du jeune acteur Chadi Abou Zeid. Ils ris-

quent des poursuites pour « fausses nouvelles » et « appartenance à un groupe illégal ».

« Les services craignent des tensions et auraient aimé se passer des nouvelles coupes dans les subventions, car la situation est critique. Tout le monde vit sur ses épargnes. On ne voit pas comment les gens vont continuer à tenir », dit l'analyste politique égyptien Tewfik Alimandros. Mardi, le chef de l'Etat a de nouveau appelé les Egyptiens à la patience, justifiant des « réformes nécessaires » pour sortir l'Egypte de la crise économique qui la secoue depuis 2011.

Le nouveau gouvernement, principalement composé de technocrates, devra poursuivre les réformes structurelles engagées dans le cadre du prêt du FMI, sous l'impulsion du nouveau ministre des finances et de celui du commerce. Le premier ministre, Mohamed Madbouli, avait déjà

assuré ces fonctions, pendant que son prédécesseur, Chérif Ismail, était malade. Certains ministères-clés, à l'instar des affaires étrangères, de la justice ou du pétrole, restent inchangés. Huit femmes rejoignent le cabinet, contre six dans le précédent gouvernement, confirmant la tendance déjà amorcée par M. Sissi d'une plus grande parité. ■

HÉLÈNE SALLON

## LE PROFIL

### Abdel Fattah Al-Sissi

A 63 ans, le maréchal Abdel Fattah Al-Sissi préside l'Egypte depuis 2014, après avoir été brièvement vice-premier ministre à la suite du renversement, en juin 2013, du président islamiste Mohamed Morsi, un an après sa prise de pouvoir, à la suite de manifestations populaires.

**Le pays, tenu d'une main de fer depuis l'arrivée au pouvoir de Sissi,**